

## À MI-PARCOURS, NOTRE BILAN A PROPOS DES GROUPES DE TRAVAIL SUR LA CONCERTATION LICENCE

Cela fait maintenant trois semaines que la concertation sur l'accès à la licence a été lancée par la Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Le SNESUP-FSU a déjà communiqué sur le souhait exprimé par la Ministre d'une mise en place de prérequis :

- [« Contrat de réussite étudiant » ou sélection cachée ?](#) (07/07/17)
- Motion CNESER présentée par le SNESUP-FSU: [Les « pré-requis » ne doivent pas être le support d'une sélection à l'entrée de la L1](#) (11/07/17)
- [La licence pour tou.te.s ? Des propositions qui contournent les besoins et s'affranchissent des moyens](#) (31/08/17)
- [Déclaration du SNESUP-FSU à propos des groupes de travail](#) (19/9/17)

Le SNESUP-FSU, premier syndicat des enseignant.e.s-chercheur.e.s et des enseignant.e.s du supérieur rappelle son attachement à la réussite des étudiant.e.s. Cette réussite est portée par deux missions inséparables de l'enseignement supérieur : la recherche et l'enseignement !

Le SNESUP-FSU rappelle que tous les bacheliers/ères doivent pouvoir s'inscrire dans la licence de leur choix : « Le seul prérequis c'est le bac ».

Tout prérequis supplémentaire engendrerait :

- une dévalorisation du diplôme du bac ;
- une reproduction des inégalités sociales en imposant une évaluation *a priori* et même probablement une accentuation des inégalités sociales issues du capital culturel ;
- une sélection à court ou moyen terme car les cours de remise à niveau par exemple qui seraient proposés ou imposés seront les premiers à être réduits, voire supprimés, en cas d'austérité budgétaire.

Les représentant.e.s du SNESUP-FSU dans les groupes de travail ne souhaitent pas être instrumentalisé.e.s. Si nous ne servons qu'à mettre du contenu dans ces deux solutions *a priori* (les prérequis et le contrat de réussite), nous ne poursuivons pas cette concertation. La réussite des étudiant.e.s passe par des moyens supplémentaires qui permettent un meilleur encadrement, des pédagogies adaptées, des parcours diversifiés ainsi que des conditions de travail, d'études et de vie étudiante satisfaisantes. Ce sont ces propositions et ces solutions que le SNESUP-FSU porte et défend.

55 réunions sur 5 semaines pour 11 groupes de travail ont été prévues. Il est temps désormais de dresser un premier bilan de ces discussions.

## GT1 - Information et orientation au lycée

Il se dégage de ce GT que le monde de l'ESR et de pré-bac ne se connaissent pas suffisamment et qu'il faut renforcer les dispositifs existants permettant de "former" mieux les collègues à la connaissance réciproque des domaines de chacun.

Rien de nouveau dans ce groupe, dont la conclusion provisoire est : « comment le jeune doit bien être informé pour construire son orientation » (G. Houzel, rapporteur du GT). **Le manque de moyens, humains et budgétaires** pour reconnaître les tâches de chacun et les pérenniser a été largement évoqué par tout.e.s les intervenant.e.s.

Actuellement, un.e Copsy gère 2 à 3 collèges, soit entre 1200 et 1700 élèves. À Uppsala en Suède (2003), pour 18 000 étudiant.e.s il y avait 80 conseillers ; 3 conseillères à mi-temps à l'université de Créteil pour 23 000 étudiant.e.s...

## GT2 - Accès au 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur

---

Après l'annulation pour cause de mobilisation sociale de la réunion du mardi 12 septembre, la première réunion du GT 2 s'est tenue mardi 19 septembre sous la conduite de Bénédicte Durand (Sciences Po). Plus de trente organisations étaient présentes, soit plus de 45 personnes. Une seule prise de parole, courte, par organisation. B. Durand part d'un constat qu'elle affirme partager, celui de l'échec massif à l'université.

Les positions qui se sont exprimées sont évidemment très divergentes, mais un arc intersyndical clair se dessine (FSU, CGT, Sud, UNEF, UNL, FCPE, ...) qui affirme **son opposition à toute sélection** ainsi qu'à la mise en place de prérequis autres que le bac, et est favorable à la poursuite de la démocratisation de l'enseignement supérieur. Un second groupe s'oppose à la sélection mais pourrait être favorable aux prérequis s'ils ne sont pas coercitifs (UNSA, CFDT, FAGE, ...) et un troisième groupe est **favorable à la sélection** à l'entrée à l'université (QSF, SNALC, CPU, UNI, ...).

## GT3 - Les rythmes de formation en licence

---

À l'occasion d'une réflexion sur les rythmes de formation en licence et en nous faisant miroiter la prise en compte du rythme personnel de chaque étudiant.e (« *le système doit se mettre au service de l'étudiant pour qu'il réussisse* »), le ministère souhaite en réalité revenir sur la structuration de la licence et ne plus raisonner en semestres ou en années mais seulement en ECTS (180 crédits acquis en x années).

Certain.e.s participant.e.s au GT3 n'hésitent pas à remettre en cause le principe de la licence à 1500h et la notion de cours en présentiel ne voudrait d'ores et déjà plus rien dire selon certain.e.s. La pédagogie par projets séduit beaucoup de membres du GT3 car « *elle parle mieux aux entreprises* » soi-disant. Au détour d'une phrase on perçoit aisément que tout cela aurait inévitablement des répercussions sur le service des EC (192 h statutaires actuellement), et, sans le dire clairement, plane l'ombre la **modulation de service** des EC derrière tout cela.

Modularité, transversalité, généralisation du modèle Discipline principale/Discipline associée, portails d'accès...voilà tout ce qui est en fait dans les valises du ministère. Et l'on nous dit que l'on ne fera pas de licence fourre-tout malgré tout ? Mais qui y croit vraiment ?

## GT4 - Des formations pour tous les publics

---

Jusqu'à présent (3<sup>ème</sup> réunion sur 5), ce GT a porté sur l'insertion des bacheliers/ères professionnel.le.s dans l'ESR et « *la potentialité* » des bacheliers/ères technologiques et ceux/celles décrochant avant et après le bac.

Travaux ou échanges d'expériences, voire de ressentis ? Pas d'échanges sur des analyses chiffrées en tout cas, comme point de départ à la réflexion. Pêle-mêle et de manière redondante souvent, sont évoqués les prérequis, (renommés "*attendus*", qualifiés de prescriptifs pour les uns, informatifs pour les autres), les manques de l'orientation active, qui pourrait rendre l'élève/l'étudiant.e acteur de son destin, la motivation et le projet de l'élève/l'étudiant.e, etc.

Le SNESUP et la FSU sont là pour rappeler le rôle émancipateur de l'ES, qui va au-delà du simple fait de trouver un travail [si possible dans les métiers en tension, pas nécessairement très "*fun*" (sic)], leur opposition à toute sélection, et, par les expérimentations rapportées, ils démontrent que la réussite pour tous les publics est bien affaire de moyens (accompagnement et encadrement des moins préparé.e.s au sup.).

Comme il semble dans d'autres GT, APB et l'orientation soi-disant défailante sont attaquées en règle sans que le vrai socle de départ ne soit mis en place explicitement, à savoir : quel choix politique, de société est à la base de notre réflexion sur les outils à mettre en œuvre à son service ?

Tout est-il déjà (mal) écrit dans les cabinets ministériels, qu'ils soient de l'ESRi, de l'EN ou du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social ? On le sent de plus en plus au fur et à mesure de l'avancée de cette "*concertation*"...

## GT5 - Diversification et renforcement de la professionnalisation en licence

---

La première réunion avait pour objectif de faire un état des lieux de la professionnalisation des diplômés de 1er cycle sous forme d'un tour de table, pas très cadré sur les sujets de discussion, uniquement sous forme d'interventions très courtes ne laissant pas de temps de développer une argumentation. De cette première réunion, a été dégagée une problématique d'entrée en formation dans le cycle licence (adéquation, travail sur les prérequis, etc.). Ont été également abordées les problématiques d'échec en licence dont une partie proviendrait du fait d'un décalage entre les compétences acquises au lycée et celles demandées dans le supérieur. Lors de la troisième réunion, le ministère a demandé aux participant.e.s de faire des propositions d'évolution des parcours actuels ou de nouvelles architectures de formation, certaines propositions pouvant prendre la forme de développements de dispositifs existants (par exemple les emplois étudiants au sein des établissements) ou soit de nouveaux dispositifs (par exemple sous forme d'alternance). Le ressenti est celui d'un terrain très glissant au vu du contenu des premières séances de ce groupe, dont l'animateur extrait ce qui lui semble intéressant ; par exemple, l'emploi étudiant précaire qui serait développé dans les universités pour leur permettre soi-disant d'acquérir des compétences. On peut craindre également de voir sortir la préconisation de la mise en place de parcours différenciés conduisant à une séparation entre les licences d'excellence et les autres licences dites "professionnalisantes", situation constatée actuellement dans le cadre de création de collèges universitaires et de "graduate schools" n'incluant que des licences "d'excellence" dans certains IDEX.

## GT6 - La formation tout au long de la vie

---

35 ans après la première loi sur la VAE, le MESR nous demande de définir avec lui le contenu de la formation tout au long de la vie (FTLV)... Il invite le groupe à rêver à ce que pourrait être la FTLV de demain. Mais quand on voit les conditions de la rentrée, c'est plutôt le cauchemar. Comment ne pas se demander si tout cela n'est pas un peu « **gros klaxon mais petit moteur** » ?!

## GT7 - La pédagogie au service de l'étudiant

---

La composition du groupe, comme pour les autres, est assez éclairante : 2 étudiant.e.s seulement (UNI et FAGE dans les convocations, UNI et UNEF présents). Avant la séance, les membres ont été invités à formuler des propositions pour des « *pratiques pédagogiques favorisant la réussite des étudiants* » ; elles ont été nombreuses, sans surprise, faciles à « *situer* » : des tests à l'entrée en licence pour organiser des groupes de niveaux (UNI), en passant par l'approche par compétences, le développement des espaces de co-working, l'utilisation du numérique... mais aussi le développement du travail en projet, les dispositifs de tutorat, de suivi et d'accompagnement des étudiant.e.s... La plupart de ces propositions, issues d'expériences propres plutôt qu'éclairées par la recherche, mettent en évidence des leviers très clairs : taux d'encadrement, réduction des effectifs. Cela nécessite des moyens. Il ne suffira pas d'affirmer l'importance de l'accompagnement, quand on sait que dans les universités ces heures sont les variables d'ajustement des politiques d'austérité ! Ce dont les collègues ont besoin, ce n'est pas de « modèles » à suivre mais de temps pour travailler en équipe, se concerter, se former, et de moyens pour mettre en œuvre. De ce point de vue, même s'il a été dit que la question des moyens n'était pas exclue a priori, nous devons être très vigilants aux propositions qui seront faites concernant les modalités de travail (comment prendre en compte la diversité des publics ? En favorisant les absences des étudiant.e.s salarié.e.s, au motif que pour les étudiant.e.s porteurs/euses de handicap, des adaptations sont nécessaires, dont les salarié.e.s pourraient bénéficier aussi ?) et les implications sur le temps de travail enseignant (il a été dit que le temps enseignant devait être repensé... ce qui peut aussi bien déboucher sur la reconnaissance des différentes formes d'enseignement dans les services, que sur une forme de modulation...).

## GT8 - La vie étudiante au service de la réussite étudiante

---

La reportrice de ce GT est Monique RONZEAU, directrice de l'OVE. Pour améliorer la réussite étudiante, la solution à court terme proposée par Mme RONZEAU est un regroupement des APL avec les bourses. L'implémentation de critères plus fins pour tenir compte de la géographie est aussi prévue ainsi qu'une distinction entre étudiant.e.s décohabitants et habitant chez leurs parents sera faite. Le tout à budget constant. Les efforts de l'État sont « *importants dans ce domaine mais doivent être plus efficaces : tenir compte de la diversité des étudiants, viser la réussite étudiante, une gestion simple* ». Les organisations syndicales qu'elles

soient étudiantes (FAGE, PdE, UNEF) ou représentatives des personnels (SNESUP-FSU surtout) ont rappelé fermement qu'un.e étudiant.e doit consacrer son temps à étudier et pas à travailler pour financer tout ou partie de ses études alors que l'on présente sans cesse la mise en place du statut « étudiant salarié » comme bénéfique lorsqu'il s'agit d' « activité rémunérée » choisie « près des lieux d'études et liés à la formation ».

Pour la santé étudiante, le manque de moyens humains (médecins et infirmier.e.s) est patent dans les Maisons de Santé Universitaire et le transfert, par l'État et sans moyen, Service de Santé Universitaire (SSU), de l'accueil et de la vaccination des étudiant.e.s étrangers/ères fait encourir un risque d'épidémie (tuberculose, méningite). « Faut-il attendre que des personnels soient touchés pour qu'on se bouge ? », se demande un médecin.

## GT9 - PACES

---

La composition du groupe est hétérogène et sans légitimité représentative. C'est un groupe de travail « adhoc » qui comme les autres groupes devrait servir de boîtes à idées rendant compte au CNESER et au comité de suivi LMD (CSLMD). Pour l'instant, on reste dans une discussion policée qui pourrait se tendre quand devront émerger des propositions du groupe.

Le groupe est animé par Jean-Paul Saint-André, ancien président de l'université d'Angers et en charge de l'analyse des expérimentations qui ont eu lieu depuis 2013 pour faire évoluer la PACES.

Il existe presque un consensus dans le groupe sur le gâchis de la PACES. Face à ce gâchis qui était prévisible lors de la mise en œuvre de la PACES (2009), des expérimentations ont débuté en 2014.

Une première analyse de ces expérimentations (avril 2016) a fait émerger 4 propositions :

- **Diversifier les voies d'accès donc les profils des étudiant.e.s**
- **4 voies d'accès**
- **Utiliser l'expérience des expérimentateurs**
- **Laisser une certaine autonomie aux universités et aux Agences régionales de Santé**

Le travail du groupe est construit autour de la présentation des différentes expérimentations. L'expérimentation d'Angers-Le Mans et celle de l'université Bretagne-ouest (UBO) apparaissent les plus convaincantes :

- **mise en place d'une offre diversifiée de parcours permettant une orientation choisie et une co-construction du parcours professionnel entre l'étudiant.e et l'équipe pédagogique (expérimentation PLURIPASS) ;**
- **un accès d'étudiant.e venant des autres licences de l'université (expérimentation ALTERPASS).**

Cela a demandé un accompagnement des étudiant.e.s tant sur le plan pédagogique que psychologique et un travail d'ingénierie pédagogique avec pratiquement toutes les autres composantes de l'université. Cela a été possible parce que l'université est à taille humaine et qu'un accompagnement de la réforme a été fait au niveau universitaire.

Face à cette expérimentation (ANGERS/UBO), les participant.e.s se sont positionné.e.s de manière assez claire :

- **la majorité des institutionnels sont contre (pharmaciens et odontologistes en particulier) qui voudraient une sélection très tôt, idéalement au semestre 1 pour pouvoir dispenser un enseignement spécialisé par filière. Ce groupe pourrait être suivi par l'UNI, les représentant.e.s des entreprises et le reste des institutionnels ;**
- **un groupe qui « aime » bien l'expérimentation mais préférerait une orientation basée sur une meilleure orientation au lycée (articulation bac-3/bac+3) qui en fait consisterait à améliorer les connaissances métiers au lycée/collège. On trouve dans ce groupe les parents d'élèves, les lycéen.ne.s, la COURROIE. La FAGE pourrait se joindre à ce groupe. Cette solution déculpabilise le concept de prérequis et fait porter la responsabilité de l'orientation sur les lycées ;**
- **un groupe (SNESUP-FSU, UNEF) qui considère que l'expérimentation d'Angers est une bonne première étape permettant de proposer des parcours diversifiés et un droit au remords mais qu'il faut encore plus innover pour ouvrir les professions de santé à d'autres populations étudiantes que les bac S.**

La solution 2 est la plus simple et demande le moins d'investissement en moyens. La solution 1 mise en œuvre dans une université de plus en plus autonome et entrepreneuriale va conduire à une sélection des bacs S de famille CSP++.

La solution 3 demande des moyens et sera cantonnée dans le meilleur des cas à quelques universités qui serviront de vitrines pour la communication du ministère.

## GT10 - STAPS

---

Le groupe de travail est globalement représentatif des OS étudiantes et enseignantes, C3D, CPU...

Ambiance : le débat contradictoire est possible ; le pilote du groupe, le recteur de l'académie de Rennes Thierry Terret (PU en STAPS) a demandé à ce que chacun.e fasse remonter ses points de vue et analyses. Il fera remonter les propositions, y compris contradictoires.

Après la réflexion sur l'orientation et les informations à donner aux lycéen.ne.s pour faciliter leurs choix, l'augmentation des capacités d'accueil a fait l'objet de quatre propositions qui ont été soumises à discussion en vue de permettre l'accueil de 22 500 étudiant.e.s dès la rentrée 2019 (tous les néo-bacheliers/ères vœux 1) pour 16 000 accueilli.e.s cette année :

- un plan d'urgence pour les STAPS dès la rentrée 2018 incluant des postes dédiés, des mises à disposition, un recrutement supplémentaire, un renforcement budgétaire à court terme notamment pour l'ingénierie de formation, tout en sachant que les questions d'infrastructures ne peuvent être réglées à court terme ;
- une ouverture de départements STAPS dans les régions les plus sinistrées (3 ou 4 structures pour le 1<sup>er</sup> cycle) ;
- redonner une mission de formation initiale aux CREPS (qui disposent de RH et logistique et qui ne sont pas saturés) en collaboration avec le MJS ;
- création de BTS métiers du sport et implantation large sur le territoire pour la rentrée 2019 (ouverture possible d'une quarantaine de formations).

Pour le moment, nous n'avons qu'effleuré la question des prérequis. Là, très clairement, la position de la C3D STAPS s'oppose à celles des organisations syndicales : une conception prescriptive des prérequis d'un côté servant à trier les étudiant.e.s (avec l'idée que des étudiant.e.s qui n'ont rien à faire en STAPS « prennent la place » (sic) d'étudiant.e.s motivé.e.s), une opposition ferme à l'utilisation de la notion même et à sa mise en place à des fins sélectives de l'autre.

Sélection grâce aux prérequis (et lesquels ?) ou utilisation à des fins d'information faites aux futur.e.s étudiant.e.s sur les éléments qui faciliteraient leur réussite ? Ces réflexions seront au programme des réunions 4 et 5.

## GT11-La Psychologie

---

Le groupe 11 est animé par le recteur de Bourgogne-Franche-Comté, historien, appelé à gérer APB pour la psychologie et autres disciplines dites "en tension". Pas d'organisation préalable de la séance qui a consisté en un tour de table du type brainstorming. La feuille de route pour ce groupe est de traiter les points traités dans les groupes 1 à 8 mais, rapportés à la psychologie. Le cœur des futures discussions portera sur les particularités de cette profession réglementée confrontée à la transformation de la formation supérieure autour de la formation tout au long de la vie et de la singularité des parcours de vie et donc professionnels. Le combat du SNESUP-FSU consistera, comme pour les autres disciplines, dans le respect du choix de devenir professionnel des étudiant.e.s, dans l'acceptation de l'hétérogénéité des parcours professionnels, refusant une vision réductrice préétablie et statique du devenir de l'étudiant.e (prérequis) et l'orientation active institutionnelle, socio-économiquement inégalitaire et liberticide.